



Mixités et non-mixités dans les mouvements féministes des années 1968 en France

Mixed gender and women-only groups in 1970s' feminist movements

Alban Jacquemart et Camille Masclet



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/clio/13784>

DOI : 10.4000/clio.13784

ISSN : 1777-5299

Éditeur

Belin

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2017

Pagination : 221-247

ISBN : 978-2-410-00859-3

ISSN : 1252-7017

Référence électronique

Alban Jacquemart et Camille Masclet, « Mixités et non-mixités dans les mouvements féministes des années 1968 en France », *Clio. Femmes, Genre, Histoire* [En ligne], 46 | 2017, mis en ligne le 01 décembre 2020, consulté le 04 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org/clio/13784> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/clio.13784>

Tous droits réservés

Varia

Mixités et non-mixités dans les mouvements féministes des années 1968 en France

Alban JACQUEMART & Camille MASCLET

Les mouvements féministes qui émergent sur la scène publique dans les « années 1968 », ou « années mouvement »¹, se distinguent à bien des égards de ceux qui les ont précédés : centralité de la frange radicale, proximité avec l'extrême gauche ou encore revendications concernant principalement le corps et la sexualité constituent ainsi autant de traits absents de la plupart des mouvements féministes de la Troisième République². On peut ajouter que les militantes, pour beaucoup confrontées au sexisme des collectifs politiques d'extrême gauche, se différencient également de leurs aînées en accordant dès le début des mobilisations une attention singulière à la reproduction des rapports sociaux de sexe au sein des groupes militants. C'est à ce titre que la non-mixité devient un élément central du Mouvement de libération des femmes (MLF), allant même jusqu'à être analysée comme la « métaphore » du mouvement³.

Si ces éléments sont connus, tant par les témoignages des militantes que par les recherches conduites, ils sont néanmoins très peu l'objet de recherches spécifiques. À partir de deux recherches sur les mobilisations

¹ Picq 1993.

² Klejman & Rochefort 1989 ; Bard 1995.

³ Kandel 1992.

féministes des années 1970, cet article entend précisément combler ce manque en proposant une analyse sociohistorique des pratiques militantes de la mixité et de la non-mixité féministes. À travers plusieurs décalages du regard (du seul MLF à la diversité des mobilisations féministes, de Paris à d'autres villes, de la théorie à la pratique...), il s'agit alors de rendre compte du féminisme en actes, au-delà des principes affichés ou des images d'Épinal traditionnellement associées aux féminismes des années 1968.

À l'opposé d'une conception qui analyse *a posteriori* la non-mixité comme une expression de la misandrie, puisque ce choix « désignait ainsi tous les hommes, sans exception, comme oppresseurs des femmes »⁴, nous proposons de revisiter la question de la non-mixité des mouvements féministes à partir des pratiques militantes. Cette démarche permet alors de montrer que, loin d'être une évidence pratiquée et partagée par toutes dès les premiers instants du mouvement à partir de simples motifs idéologiques, elle s'impose progressivement comme une norme après une période d'acclimatation et d'apprentissage et au gré des expériences militantes.

Nous nous appuyons sur les sources recueillies dans le cadre de deux recherches sociohistoriques sur les mouvements féministes. La première est une thèse en cours qui porte sur les femmes qui ont participé aux mouvements féministes des années 1970 dans deux villes françaises (Lyon et Grenoble). La partie historique de ce travail s'appuie principalement sur des archives privées (archives personnelles de militantes, associatives) et dans une moindre mesure sur les archives administratives, le dépouillement de la presse militante féministe ainsi que le recueil de sources orales. La seconde enquête a été réalisée dans le cadre d'une thèse sur l'engagement des hommes dans les mobilisations féministes en France, de la fin du XIX^e siècle à la période contemporaine⁵. Le matériau pour les années 1970 est principalement constitué du dépouillement de fonds d'archives renseignant les activités militantes et d'entretiens biographiques avec des militants.

⁴ Pipon 2014 : 159.

⁵ Jacquemart 2015.

L'invention incertaine de la non-mixité (1970-1975)

Loin de s'imposer comme une évidence partagée par toutes dès 1970, la non-mixité est une pratique militante qui se diffuse progressivement et non sans heurt. Ainsi, les militantes doivent apprendre à s'approprier cette nouvelle norme, en même temps qu'elle reste, dans un premier temps, circonscrite à certains lieux et espaces bien définis.

Apprivoiser la non-mixité

Lors de l'émergence du MLF à Paris au cours de l'année 1970, le principe de non-mixité s'élabore et se met en place concrètement. Confrontées à l'hostilité des hommes présents lors des premières réunions au printemps 1970⁶, les militantes font le choix de la non-mixité, d'autant plus que la plupart d'entre elles ont déjà fait l'expérience du sexisme des camarades militants dans le passé, que ce soit en mai-juin 1968 et/ou dans les groupes d'extrême gauche ensuite⁷.

L'exclusion des hommes du MLF est présentée et argumentée dans les premiers écrits du mouvement. Dans le numéro de *Partisans* consacré à la « Libération des femmes année zéro » (1970), les militantes expliquent avoir pris conscience « qu'à l'image de tous les groupes opprimés, c'était à [elles] de prendre en charge [leur] propre libération. En effet, si désintéressés soient-ils, les hommes ne sont pas directement concernés et retirent objectivement des avantages de leur situation d'opprimeurs. Seule l'opprimée peut analyser et théoriser son oppression, et par conséquent choisir les moyens de la lutte » ; des propos qui montrent que l'élaboration de ce principe est inspiré par le modèle de mouvements précédents (mouvement des Noirs américains et mouvement féministe états-unien) et soutenu par des effets de circulation internationale et de transferts militants⁸.

⁶ Voir par exemple les attaques et insultes ainsi que les réponses données par les militantes lors de la réunion du 4 juin 1970 à l'université de Vincennes dans « Contre le terrorisme mâle », *L'idiote international*, n° 8 et 9, juillet-août 1970.

⁷ Feldman 2009.

⁸ Sur les apports de la notion de « transfert » dans l'étude des mouvements sociaux, voir par exemple Pavard 2012a.

Dans le sillage du mouvement parisien, les MLF qui se créent dans d'autres villes reprennent ce principe. À Lyon, la non-mixité « dans toutes les réunions de travail »⁹ est décidée dès la première assemblée générale du mouvement en octobre 1972. Des résistances masculines sont d'ailleurs évoquées dans le compte rendu de cette première assemblée. Si des hommes assurent la garderie, d'autres « éléments masculins » cherchent pour leur part à participer à l'assemblée : « deux membres du FAR lurent un communiqué de F. Dobone¹⁰ et acceptèrent ensuite de quitter la salle » ainsi que « des journalistes de Guignol¹¹ [qui] se montrèrent plus difficiles à convaincre »¹².

On retrouve ainsi le caractère d'évidence de la non-mixité mis au jour par Liliane Kandel, pour qui ce mode d'action se serait imposé de lui-même dès le début¹³. Mais l'observation des pratiques militantes à un niveau plus micro-sociologique montre que la non-mixité est loin d'aller de soi et a dû faire l'objet d'un apprentissage par les militantes féministes. Dans les premiers groupes femmes de Grenoble qui voient le jour en 1971, « une discussion revient souvent : pourquoi s'isoler entre femmes ? Qu'est-ce que les femmes ont de spécifique à se dire ?... » ; des questions « qu'il fallait reprendre souvent pour répondre aux nouvelles venues et approfondir les perspectives d'un mouvement de femmes »¹⁴. Les militantes lyonnaises cherchent également à justifier ce choix en se défendant de toute misandrie. « Comprends bien, nous ne sommes pas contre le mari », « nous ne sommes pas contre les hommes », « il ne faut pas croire que les femmes du MLF sont contre le sexe masculin », « pas d'hommes dans notre mouvement, non par racisme de sexe mais

⁹ « Compte rendu de l'assemblée générale du MLF du 8 octobre 1972 », non signé, 21 novembre 1972, Lyon, Archives personnelles de militante.

¹⁰ En dépit des erreurs d'orthographe – reproduites ici car révélatrices d'une relative méconnaissance des groupes et personnes mentionnés à l'époque – il s'agit apparemment bien de militants du FHAR (Front Homosexuel d'Action Révolutionnaire) et d'un communiqué de Françoise d'Eaubonne.

¹¹ Nom d'un journal militant.

¹² « Compte rendu de l'assemblée générale du MLF du 8 octobre 1972 », non signé, daté du 21 novembre 1972, Archives personnelles de militante.

¹³ Kandel 1992.

¹⁴ Overgaard 1978 : 62.

parce que nous pensons que les femmes doivent s'organiser et ne pas tomber dans le paternalisme de certains hommes », sont ainsi quelques-unes des (nombreuses) formules présentes dans les différents articles de *La voix des femmes*¹⁵, l'un des premiers journaux féministes publiés à Lyon. Ces discours se retrouvent aussi au niveau national, comme cette participante aux journées de la Mutualité de mai 1972 qui répond à un journaliste :

Chaque fois qu'on parle du MLF, on dit "on est contre les hommes" ! C'est pas vrai, on est pour les femmes ! De toute façon, la moitié des bonnes femmes, elles vivent avec un bonhomme, donc je vois pas pourquoi on serait contre les hommes¹⁶.

Ces justifications ont des destinataires multiples : les contempteurs masculins, tout particulièrement les militants des groupes gauchistes dont une partie des militantes féministes sont issues ou proches ; l'ensemble des femmes qu'elles cherchent à toucher, qu'il faut éviter d'effrayer avec la non-mixité, prompte à nourrir des stéréotypes antiféministes¹⁷ ; et enfin elles-mêmes – ces justifications apparaissant comme une manière de se convaincre de la légitimité de ce mode d'action.

Loin des récits d'adhésion à la non-mixité dès l'issue de la première réunion et de la « révélation »¹⁸ que celle-ci opèrerait sur les participantes¹⁹, on observe un processus d'apprentissage collectif nécessaire, au terme duquel les féministes sont capables de justifier le choix de la non-mixité. Si ce mode d'action se diffuse, révélant son acclimatation progressive comme norme dans le mouvement des femmes, les militantes qui n'y sont pas (encore) habituées, face à

¹⁵ *La voix des femmes*, n°2, non daté (date supposée 1972), Archives personnelles de militante.

¹⁶ <http://www.ina.fr/video/CAF95053716/assises-mlf-video.html> Journal télévisé de la nuit, ORTF, 15 mai 1972, « Assises du MLF ».

¹⁷ Bard 1999.

¹⁸ Picq 2011 : 50.

¹⁹ Dont on trouve un exemple dans l'ouvrage de Cathy Bernheim : même si « celles qui arrivaient ne voyaient pas toujours la nécessité de se retrouver entre femmes », « l'expérience même » convainquait les femmes (Bernheim 2010 : 76-77).

l'importance de la « transgression » que recèle le séparatisme, doivent cependant se l'approprier²⁰.

Des hommes au MLF

La présence d'hommes aux côtés des féministes dans les premiers temps du MLF constitue également un indicateur de cette progressive appropriation de la non-mixité par les militantes. En effet, si les AG et les groupes femmes sont réservés aux femmes, les hommes ne sont pas totalement exclus des activités militantes du MLF. Ils peuvent y participer, à la double condition de ne pas le faire partout et tout le temps et de se plier aux règles fixées par les militantes. Ainsi, (au moins) un groupe du MLF parisien a fait l'expérience de la mixité : consacré à l'avortement, à partir de septembre-octobre 1970, et initialement non mixte, ce groupe s'ouvre rapidement aux hommes et devient Mouvement pour la liberté de l'avortement (MLA)²¹. Le groupe est à l'origine du Manifeste des 343 femmes qui déclarent avoir avorté, publié le 5 avril 1971 dans *Le Nouvel observateur* et co-signé par le MLF et le MLA. Les archives consultées laissent apparaître qu'il est actif au moins jusqu'en 1972 et que la mixité a été réelle, bien que limitée à la présence de quelques hommes.

Au-delà de ce petit groupe, les manifestations constituent un autre lieu d'engagement possible pour les hommes. Par exemple, à l'occasion de la Journée internationale pour la liberté et la gratuité de la contraception et de l'avortement le 20 novembre 1971, une manifestation est organisée à Grenoble par le MLF. Selon le journal local, une quarantaine de personnes y prennent part, « compte fait des bambins accompagnant leurs mères et de quelques sympathisants »²². Si aucun document ne rapporte de débats à ce sujet, la présence des hommes était néanmoins conditionnée à leur relégation en fin du

²⁰ Collin 1992.

²¹ Martine Storti et Cathy Bernheim évoquent janvier 1971 (Storti 1998 : 193 ; Bernheim 2010 : 183), alors qu'Anne Zelensky-Tristan évoque avril 1971 (Zelensky-Tristan 2005 : 59). Aucun document ne mentionne le MLA avant avril 1971. Pour Françoise Picq, le MLA n'est que le « double mixte » du groupe avortement du MLF (Picq 1993 : 66).

²² « Une quarantaine de personnes à la manifestation pour le Mouvement de libération de la femme », *Le Dauphiné libéré*, 20 novembre 1971.

cortège. Mais cette règle, pourtant essentielle pour les militantes, semble difficilement respectée par les hommes : « il y avait des mecs disciplinés qui occupaient le dernier tiers du cortège. Quelques-uns cherchaient à être devant. Un souvenir de cette manif, c'est que j'ai passé mon temps à dire "les mecs, poussez-vous" ! »²³ évoque par exemple une militante qui participe à la manifestation organisée par le MLF parisien pour l'avortement libre et gratuit le 20 novembre 1971, où sont présents entre un tiers et un cinquième d'hommes. Il faut dire que la manifestation est un répertoire d'action auquel ces hommes sont habitués et qu'ils se sont approprié en tant que militants de gauche ou d'extrême gauche, ce qui leur rend difficile de se plier aux règles des militantes féministes. Ces difficultés conduisent alors certaines militantes à réclamer la non-mixité des manifestations de rue dès 1972²⁴. Si elle n'est finalement pas appliquée, la présence des hommes dans les cortèges fera dès lors systématiquement polémique au sein du MLF.

En outre, certaines actions du MLF étaient également ouvertes aux hommes. Ce fut le cas par exemple des « Journées de dénonciation des crimes contre les femmes » à la Mutualité, à Paris, les 13 et 14 mai 1972. La présence des hommes fait l'objet de débats lors de la préparation des rencontres et la mixité est, dans un premier temps, décidée. Mais là encore la participation était largement conditionnée. Alors que l'entrée est gratuite pour les femmes, elle aurait été payante pour les hommes²⁵, qui doivent également accepter de ne pas prendre la parole pour laisser les femmes s'exprimer ; ils sont également invités à prendre en charge la crèche qui s'organise pour accueillir les enfants de certaines militantes²⁶. Néanmoins,

²³ La Gaffiche, *Les femmes s'affichent. Affiches du mouvement de libération des femmes en France depuis 1970*, Syros, Paris, 1984, p. 17. Pour Christine Delphy, « si un tiers des hommes étaient derrière, comme convenu, les deux autres tiers étaient devant, cachant les femmes, laissant croire qu'il s'agissait d'une manifestation usuelle, c'est-à-dire d'hommes » (Delphy 1998 [1977] : 171).

²⁴ C'est par exemple le cas à la suite de la manifestation pour l'avortement du 25 novembre 1972. Voir *Le torchon brûle*, n°5, non daté (début 1973).

²⁵ Picq 1993 : 137. Françoise Picq est cependant la seule à mentionner l'entrée payante.

²⁶ Un tract atteste que la crèche prise en charge par les hommes avait été prévue à l'avance et non constituée à l'improviste le jour même (BDIC, Fonds Liliane Kandel, F Delta Res 704, Tract « des femmes », 1972).

quelques documents laissent supposer que certains des participants n'acceptèrent pas facilement de telles conditions de participation²⁷.

Enfin, parmi les hommes qui participent aux premières actions du MLF figurent notamment des militants du Front homosexuel d'action révolutionnaire (FHAR)²⁸. Créé par des femmes homosexuelles qui participent au MLF à partir de septembre 1970, le groupe est rejoint par des hommes homosexuels dès février 1971 pour mener des actions communes avec le MLF²⁹. Ainsi, militant.e.s homosexuel.le.s et féministes s'engagent dans une démarche commune contre un « ennemi » commun, la « phallocratie ». Le FHAR lie d'ailleurs oppression des femmes et des homosexuel.le.s comme appartenant à un même ordre social qu'il faut renverser en affirmant « nous sommes avec les femmes le tapis moral sur lequel vous essayez votre conscience » dans le *Rapport contre la normalité*³⁰. Néanmoins, le mouvement se masculinise très rapidement et des tensions éclatent entre les hommes et les militantes tant du FHAR que du MLF. Progressivement, « aux AG du FHAR, l'homosexualité masculine est ressentie comme une norme »³¹ et les femmes reprochent le sexisme des pratiques militantes, conduisant à leur départ pour constituer au sein du MLF des groupes tels que les Gouines rouges et mettant un terme aux collaborations militantes FHAR/MLF. De nouvelles tentatives d'alliances en mixité verront le jour ultérieurement lors de la création des Groupes de libération homosexuelle (GLH). À Lyon, le groupe des lesbiennes du Centre des femmes participe ainsi à quelques actions communes avec le GLH local après sa formation en 1976 mais leur collaboration reste très limitée, les militantes reprochant notamment aux hommes du GLH une « fixation sur la bite »³².

La mixité telle que définie par le MLF reste donc toujours fragile, nécessite un rappel régulier de la *règle* et a finalement attiré peu d'hommes. Elle est pourtant toujours présente dans les premières

²⁷ Voir par exemple les témoignages rapportés dans *Actuel Nova-press*, n°21, juin 1972 et *Le Nouvel Observateur* du 22 mai 1972.

²⁸ Sur le FHAR, voir notamment Girard 1981 et Martel 1996 : 19-39.

²⁹ Ces événements sont notamment rapportés dans FHAR 1971 : 16-18.

³⁰ FHAR 1971 : 8.

³¹ *L'antinorm*, n°3, avril-mai 1973, p. 4.

³² Dans un article du bulletin *Quand les femmes s'aiment...* cité par Idier 2012 : 109.

années du MLF où les militantes apprennent la non-mixité : en témoigne l'évocation de la « salle divisée » aux journées de la Mutualité pour savoir si un homme peut prendre la parole³³.

Les groupes MLAC : chant du cygne de la mixité féministe

La création du Mouvement pour la liberté de l'avortement et de la contraception (MLAC) en avril 1973 marque la naissance d'un mouvement largement mixte en faveur de l'avortement libre et gratuit³⁴. Cette mixité s'explique par la mobilisation de médecins, souvent des hommes, en faveur de l'avortement³⁵ que la structure MLAC entend protéger en cas de poursuites judiciaires, et par la multiplicité des acteurs et actrices en jeu à l'origine du MLAC : militantes féministes du MLF ou du Mouvement français pour le planning familial, membres d'organisations de gauche et d'extrême gauche (PSU et Ligue communiste) et de syndicats (CFDT) et GIS (Groupe information santé)³⁶. Ce dernier³⁷, fondé en 1972 par des étudiants en médecine politisés et ancrés à l'extrême gauche depuis leur lutte contre le mandarinat dans les comités d'action de mai-juin 68, combat pour la démedicalisation de la médecine en formulant une vive critique du pouvoir des médecins sur les patients, et entend restituer la médecine aux usagers. Dans ce sens, la découverte de la méthode Karman, par aspiration, transformant l'avortement en un acte peu médicalisé et permettant de faire participer les femmes à l'intervention, constitue pour ces médecins une occasion politique de faire valoir leurs revendications d'une autre pratique de la médecine³⁸.

³³ *Actuel Nova-press*, n°21, juin 1972.

³⁴ Sur le MLAC, voir Zancarini-Fournel 2003a et Pavard 2009, 2012b. Pour des monographies localisées, voir également Marrel 1999 et Rameau 2010.

³⁵ Le 5 février 1973, un manifeste de 331 médecins déclarant avoir pratiqué des avortements est publié dans le *Nouvel observateur* à l'initiative du GIS.

³⁶ Archives CFDT, Secteur Action revendicative, Dossier MLAC (origine, statut et charte, 1971-1973), 8 H 625, Liste des membres du MLAC donnée à la presse, avril 1973. L'activation des mêmes réseaux a lieu à l'échelon local. Voir Marrel 1999 : 50-55 et Rameau 2010 : 122-129.

³⁷ Sur le GIS, voir Reynaud 1978 : 104-213.

³⁸ Pavard 2012c.

Dans un cadre organisationnel où les féministes du MLF – divisées sur la pratique des avortements et dont une partie contestent la création du MLAC – sont minoritaires, la question de la mixité ne semble pas avoir été débattue et ses conditions non définies. De fait, l'influence du GIS, très largement masculin, dans la naissance du mouvement empêche toute possibilité de non-mixité. Des groupes MLAC mixtes se créent ainsi partout en France, dans les quartiers, mais aussi dans des hôpitaux ou des entreprises³⁹. Dans plusieurs villes de France, ce sont des sections locales de Choisir – autre acteur majeur du mouvement pour l'avortement, initialement créé pour défendre les signataires du manifeste des 343 femmes, en avril 1971, ayant déclaré avoir avorté⁴⁰ –, également mixtes, qui sont mises en place dans le cadre de la lutte pour l'avortement libre et gratuit, comme dans le cas de Rennes⁴¹ ; certaines fusionnent ensuite avec le MLAC après avoir rompu avec l'association nationale dirigée par Gisèle Halimi, à l'image de ce qu'on observe à Lyon et Grenoble où se créent respectivement Choisir Lyon MLAC et MLAC-Choisir Grenoble en juin 1973.

Les données sont lacunaires, mais plusieurs témoignages de ces groupes laissent entrevoir une importante présence d'hommes, très majoritairement médecins⁴². Dès lors, les groupes MLAC vont être traversés par des rapports de pouvoir entre médecins et non médecins et hommes et femmes, les deux lignes de clivage se recoupant en partie⁴³. D'une part, des désaccords apparaissent dans certains groupes sur les répertoires d'action à mobiliser. Au MLAC de Rouen, les hommes, militants dans des groupes politiques, proposent manifestations et tracts tandis que les femmes manifestent le souhait

³⁹ Sur la multiplication des groupes locaux, voir Pavard 2012b : 175-179.

⁴⁰ Pavard 2012c.

⁴¹ Godard & Porée 2014.

⁴² Parmi les groupes qui ont laissé des documents écrits, nous pouvons citer plusieurs groupes de la région parisienne qui se sont réunis pour publier un bulletin de coordination (BDIC, Fonds Alain Landau, Archives MLAC [Paris 14^e], F Delta Res 576/5/12/1, bulletin *Avortement et vie quotidienne*), le groupe de Rouen (MLAC Rouen-Centre 1975), celui d'Orsay (*Bulletin du MLAC Orsay*, 2, mai 1974) ou celui de Grenoble (Comité pour la liberté de l'avortement et de la contraception 1973).

⁴³ Pavard 2009 et Jacquemart 2015 : 86-91.

de privilégier des groupes de parole⁴⁴. Face à ces tensions qui ne trouvent pas d'issue, les femmes du MLF finissent par quitter le groupe en avril 1974⁴⁵. D'autre part, et surtout, la méthode d'avortement par aspiration devient un véritable répertoire d'action⁴⁶, mais dont l'accès est inégalement réparti. Les médecins, majoritairement des hommes, détiennent le savoir technique et médical et rechignent souvent à le transmettre. Dès lors, les groupes sont traversés par une division sexuée du travail, les militantes assurant l'accueil des femmes venues avorter, les médecins effectuant les avortements. Rapidement, cette division est contestée par les militantes, nombreuses à participer au MLF, pour qui hommes et femmes n'accordent pas le même sens à la pratique de l'avortement. Pour elles, si les femmes l'envisagent comme un outil en faveur d'« une lutte de libération de la femme, contre l'oppression mâle », les hommes qui militent à l'extrême gauche s'engagent dans « une lutte des classes populaires, principales victimes de la loi, contre la morale bourgeoise »⁴⁷. Quant aux médecins, « ils utilisent les femmes comme l'instrument de la remise en cause de leurs rapports à la médecine libérale, c'est-à-dire le moyen de régler leurs problèmes spécifiques »⁴⁸. Cette critique débouche dans certains groupes locaux sur des tentatives de remise en question de la division sexuée du travail militant en actes : un groupe lyonnais annonce ainsi en janvier 1974 son intention de créer une nouvelle permanence « avec trois ou quatre équipes uniquement composées de femmes : une femme médecin ou interne sachant avorter, une étudiante en médecine, une femme sachant déjà avorter (un peu), une autre femme qui apprend » ; l'idée étant que de leur côté « les hommes s'occupent d'une garderie nouvelle et préparent les interventions »⁴⁹.

Les expériences de militantisme féministe mixte au sein des groupes MLAC se heurtent ainsi rapidement à la répartition sexuée

⁴⁴ MLAC Rouen-Centre 1975 : 12.

⁴⁵ *Ibid.* : 32.

⁴⁶ Pavard 2012c.

⁴⁷ Comité pour la liberté de l'avortement et de la contraception 1973 : 54.

⁴⁸ *Choisir*, n° 11, octobre-novembre 1974.

⁴⁹ « Lettre des copains de Lyon qui démarrent un groupe de médecins-non médecins se localisant sur un quartier », 17 janvier 1974, *Bulletin Avortement et vie quotidienne*, n°7, fonds GP MLAC, BDIC (document transmis par Bibia Pavard).

du travail militant, entraînant de profondes divisions et la fragilisation des groupes. Avec la promulgation de la loi Veil en janvier 1975, la plupart de ces groupes deviennent des groupes femmes⁵⁰ et les militantes sortent de cette courte expérience (largement) convaincues de la nécessité de la non-mixité. Les MLAC dissidents, qui poursuivent la pratique des avortements après 1975, le feront d'ailleurs en non-mixité⁵¹.

L'affirmation d'une norme militante (1975-1980)

L'expérience des premiers groupes femmes a fait naître chez les militantes un attachement à l'entre-femmes, renforcé par le vécu de la mixité conflictuelle des groupes MLAC. À partir de 1975, les mobilisations féministes qui continuent à se déployer à travers la France sont donc caractérisées par l'affirmation de la non-mixité comme norme militante féministe. Pour les nouvelles cohortes de groupes femmes qui émergent après 1975, la non-mixité doit néanmoins toujours faire l'objet d'un apprentissage. En témoigne l'expérience du Groupe des 12 à Grenoble, créé en avril 1975, relatée dans un texte ultérieur dans lequel elles reviennent sur leurs hésitations initiales :

On avait une vague conscience de ne pas vouloir se situer en tant que groupe femmes, on était assez mal à l'aise à l'idée de se réunir entre femmes. Pourtant, il nous apparaissait nécessaire d'évoquer les problèmes concrets que nous avions en tant que femmes⁵².

À l'automne 1975, une journée réunissant une centaine de femmes du mouvement grenoblois (re)naissant a lieu sur le thème « Mais pourquoi, à la fin, voulons-nous nous réunir entre femmes ? », au cours de laquelle elles entreprennent un travail collectif d'autolégitimation⁵³.

⁵⁰ Pavard 2012b : 284 et Jacquemart 2015 : 91-93.

⁵¹ Ruault 2016.

⁵² Brochure « Actes de femmes », Groupe des 12, Grenoble, juin 1976, Archives personnelles de militante.

⁵³ « Le matin, réunies en petits groupes, nous essayons de dire, d'exprimer, d'analyser pourquoi nous souhaitons, voulons nous retrouver entre femmes ». Cf. Compte rendu de la journée de débats à Crolles le 16 novembre 1975, *Bulletin de*

Si au cours de cette période la non-mixité doit donc encore faire l'objet d'un apprentissage par les nouvelles cohortes militantes, elle devient la modalité d'action et d'organisation militantes dominante et incontestée dans l'ensemble des espaces féministes. La valorisation de l'entre-soi des femmes s'étend aussi au-delà des groupes militants, à l'exemple de l'effervescence autour de « l'écriture-femme »⁵⁴ et du succès de l'ouvrage *Parole de femme* d'Annie Leclerc⁵⁵.

Diffusion des groupes femmes et d'une contre-culture féministe non mixte

L'affirmation de la non-mixité comme norme centrale dans les espaces féministes des années 1968 durant cette seconde période s'observe à travers la multiplication des groupes femmes et des espaces de rencontre entre femmes qui dessinent les contours d'une contre-culture féministe.

Peu étudiés en tant que tels dans la littérature, les groupes femmes constituent la forme de prédilection dans laquelle s'incarne et se vit la non-mixité. Déjà présents dans la première moitié de la décennie à Paris et dans quelques grandes villes françaises, ils deviennent de plus en plus nombreux ailleurs en France après 1975. Souvent issus partiellement d'un milieu d'interconnaissance, ils sont généralement composés d'une dizaine de femmes dont un noyau qui décide de créer le groupe autour d'une thématique, d'un quartier, d'un milieu professionnel ou encore d'une situation. Ils se réunissent de façon régulière chez les unes et les autres (plus rarement dans un local), entretiennent des liens plus ou moins étroits selon les cas avec les autres groupes femmes et participent à des mobilisations collectives du mouvement. Par exemple, le groupe Vaise Croix-Rousse à Lyon se présente ainsi :

Nous sommes une douzaine sur le quartier Vaise Croix-Rousse. Nous nous réunissons une soirée par mois depuis février 1977. [...] Actuellement, le groupe fonctionne régulièrement avec 10 femmes ; et d'autres femmes font partie du groupe de façon plus ponctuelle ou en ont fait partie plus ou moins longtemps. [...] La naissance du groupe a

liaison des groupes de femmes de Grenoble, n°1, novembre 1975, Archives personnelles de militante.

⁵⁴ Naudier 2001.

⁵⁵ Leclerc 1974.

eu lieu à partir du désir de personnes qui se connaissaient de s'impliquer dans les luttes des femmes⁵⁶.

Les activités des groupes femmes sont diverses mais on peut distinguer deux principaux types : celles tournées vers le groupe lui-même et la construction d'un espace de partage, d'expression, d'analyse ou de réflexions théoriques, qui les rapprochent des groupes de conscience ; et celles tournées vers l'extérieur, qui ont vocation à « toucher les femmes »⁵⁷, à diffuser et développer le mouvement des femmes ailleurs⁵⁸. Dans la majorité des cas, on retrouve les différents types d'activité à l'intérieur des groupes femmes, de manière synchronique ou diachronique, amenant les militantes elles-mêmes à relativiser cette dichotomie : « Le premier groupe a discuté sur la distinction groupe militant-groupe de réflexion. En fait ce clivage semble de moins en moins fort »⁵⁹. Souvent, elles se succèdent, comme dans le groupe femmes de Vaulx-en-Velin :

D'abord, on a surtout parlé de nous pour essayer de se connaître. Mais très vite on s'est dit qu'il fallait trouver un moyen pour toucher d'autres femmes. C'est comme ça qu'on a eu l'idée de faire un questionnaire⁶⁰.

Cette forme de collectifs militants se diffuse largement dans la deuxième moitié des années 1970. À Lyon par exemple, plusieurs cohortes de groupes femmes apparaissent au cours de cette période. Après le premier ensemble créé en 1972 dans le sillage du MLF parisien et composant le mouvement lyonnais (groupe femmes des Minguettes, cercle Flora Tristan, cercle Élisabeth Dimitriev), une nouvelle cohorte apparaît ensuite en 1975 dans le sillage des

⁵⁶ Document « Groupe femmes Vaise Croix-Rousse », non daté [date supposée 1977], Archives du Centre Louise Labé.

⁵⁷ Catherine Esse, « Visages du mouvement des femmes en Rhône-Alpes. Femmes des banlieues », *Libération*, 27 juin 1978.

⁵⁸ Pour nuancer cette dichotomie, il convient de rappeler que les groupes de conscience états-uniens avaient aussi pour but de bâtir un mouvement de masse via le développement d'une nouvelle conscience de classe (Fougeyrollas-Schwebel 1997).

⁵⁹ Compte rendu de la journée entre femmes du 23 janvier 1977 à Crolles, Archives personnelles de militante.

⁶⁰ Catherine Esse, « Visages du mouvement des femmes en Rhône-Alpes. Femmes des banlieues », *art. cit.*

mobilisations sur l'avortement libre et gratuit (groupe femmes Santé, groupe femmes Enseignantes, groupe femmes Étudiantes, groupe femmes Lycéennes, ainsi que les groupes femmes de Villeurbanne, Vénissieux et Vaulx-en-Velin et les Pétroleuses). Enfin, d'autres groupes femmes voient le jour plus tardivement, à partir de 1977 (le groupe Vaise-Croix Rousse, le groupe femmes de Vaulx-en-Velin, les Femmes Travailleuses en Lutte, le groupe femmes PTT etc.). En outre, la formation de groupes femmes y compris dans des espaces peu propices ou davantage éloignés (organisations politiques, lieux de travail, entreprises, syndicats etc.) constitue un indice majeur de l'acceptation de la norme de la non-mixité dans les milieux féministes et militants, voire de leur diffusion au-delà⁶¹.

Le second indicateur de l'évidence de la non-mixité féministe dans la deuxième moitié de la décennie réside dans la multiplication des moments et espaces de rencontre entre les (groupes) femmes. Au fil des années 1970, de plus en plus de lieux et d'activités se déroulent en non-mixité. Il s'agit notamment d'espaces de rencontre temporaires, à l'image des journées, week-ends voire camps de vacances organisés entre femmes. Les maisons ou centres de femmes qui ouvrent au cours de ces années⁶² constituent des espaces de rencontre plus permanents, pour tout ou partie du mouvement, caractérisés par des aspirations autogestionnaires⁶³. C'est par exemple le cas du Centre des femmes de Lyon, créé en juin 1975⁶⁴, lieu d'initiatives de différentes actions, de rencontre et coordination entre les groupes et individus, où se tiennent les assemblées générales et se réunissent les

⁶¹ On pense notamment aux « réunions Tupperware » qui ont aussi constitué des espaces de sociabilité féminines dans lesquels se diffusaient des idées et pratiques féministes dans les années 1970 (Achin & Naudier 2009) ou encore à l'usine Chantelle, véritable « groupe femmes à grande échelle » pour les ouvrières (Gallot & Meuret-Campfort 2015).

⁶² Par exemple la Maison des femmes de Toulouse ouverte en 1976, le Centre des femmes de Marseille (1976), la Maison des femmes de Grenoble (1977) ou la Maison des femmes de Paris (début des années 1980).

⁶³ Zancarini-Fournel 2003b.

⁶⁴ Le premier Centre des femmes de Lyon, ouvert en juin 1975, disparaît en février 1976. Un second Centre voit le jour au printemps 1976 et perdure jusqu'en 1980 (CLEF 1989).

groupes. Ces lieux fournissent un cadre pour développer d'autres activités en non-mixité, à l'image des ateliers de yoga, d'auto-examen gynécologique, de self-défense et des cours de mécanique auto mis en place à la Maison des femmes de Grenoble⁶⁵.

L'importance accordée à la construction d'espaces et de moments de convivialité entre femmes se retrouve également dans l'ouverture de restaurants, de bistrotts, de cafés de femmes – comme le Pourquoi pas à Lyon en 1978 ou la Marg'elle à Rennes en 1980⁶⁶ – ou encore dans l'organisation de « fêtes de femmes ». Le tract d'invitation à la fête lancée par les groupes femmes de Grenoble en 1975 reflète bien la construction et la mise en scène du « nous les femmes » :

Nous voulons faire une fête de toutes celles qui refusent leur condition : de femme exploitée au foyer comme au travail ; de femme-objet, de femme-affiche ; de femme enchaînée chez elle par les enfants, le ménage, le mari ; de femme-pondeuse, de celle que "les médecins qui ont le respect de la vie" oblige à se mutiler pour échapper à l'esclavage maternel ; de femme agressée quotidiennement physiquement et psychiquement, de femme violée⁶⁷.

Enfin, la non-mixité se diffuse et prend corps dans d'autres types de lieux et d'activités que ceux plus habituellement militants : librairies, troupes de théâtre, lieux de création artistiques, émissions de radio « par les femmes pour les femmes », « répondeuses »⁶⁸, etc. La non-mixité est également en vigueur à l'occasion de la création de groupes de recherches féministes à Aix-Marseille, Lyon, Paris ou Toulouse⁶⁹.

La mise en place d'espaces et de temps de rencontre entre les groupes femmes, de moments de sociabilité entre femmes, ainsi que

⁶⁵ « Les folles activités de la maison des femmes », *Marie-Colère*, n°5, octobre 1979, p. 1.

⁶⁶ Godard & Porée 2014.

⁶⁷ Tract « Fête des femmes », Groupes de femmes de Grenoble, juin 1975, Archives personnelles de militante.

⁶⁸ Sur le modèle des répondeuses parisiennes, en Isère « les répondeuses 38 » réalisaient un journal téléphonique sur la vie du mouvement féministe et les différentes activités (culturelles) féministes à partir des informations laissées par les femmes sur le répondeur.

⁶⁹ Lagrave 1990.

le développement d'autres activités construisent une contre-culture féministe. On assiste en effet à la multiplication d'espaces en non-mixité qui ont pour ambition « d'échapper au contrôle masculin dominant », même s'il s'agit davantage d'un regroupement « localisé et fluctuant [...] qui forme des poches dans le social plutôt qu'il ne constitue une véritable sécession »⁷⁰.

La non-mixité, de la sororité aux divisions entre femmes

La non-mixité comme mode d'organisation militante symbolise le « nous les femmes », c'est-à-dire l'appartenance de toutes les femmes à un même groupe, réunies par une expérience commune. Néanmoins, cette conception et mise en scène des femmes comme communauté est questionnée par les « autres mixités »⁷¹ en vigueur dans les mouvements féministes. Lors de la première journée de réflexion du mouvement des femmes grenoblois, les militantes se questionnent : « Le mouvement des femmes doit-il accueillir toutes les femmes ? Sommes-nous toutes sœurs ? »⁷². La sororité appelée de leurs vœux par les féministes et incarnée dans la non-mixité soulève de nombreuses questions et semble connaître des limites.

Les mouvements féministes des années 1968 sont en effet traversés par des débats communs mettant à l'épreuve le sujet « femmes » des mobilisations féministes⁷³. C'est tout d'abord la question des rapports sociaux de classe qui agitent le mouvement des femmes et ses espaces non mixtes. Quelques rares témoignages font en effet apparaître les rapports de classe à l'intérieur des groupes qui se matérialisent notamment dans l'accès à la parole. Une militante lyonnaise, ouvrière au moment de sa participation au Centre des femmes de Lyon, se souvient ainsi du sentiment d'être « dans un monde qui n'était pas du tout le [sien] » :

⁷⁰ Collin 1992.

⁷¹ CLEF 1989 : 133.

⁷² *Bulletin de liaison des groupes de femmes de Grenoble*, n°1, novembre 1975, Archives personnelles de militante.

⁷³ Jacquemart 2015 : 136-140.

Et moi j'avais peur de dire que des conneries. Je me disais « Si je l'ouvre je vais dire des conneries ! », j'osais pas, on n'ose pas parler. Le pouvoir, la parole c'est le pouvoir⁷⁴.

Mais cette dimension transparaît surtout dans la tendance que les groupes femmes ont de se situer socialement, dont on trouve de nombreuses traces dans les archives. Si l'on peut analyser ces auto-présentations comme une sorte de mise en pratique du point de vue situé théorisé par les féministes, elles sont aussi un moyen de réagir et de se distinguer face aux figures repoussoirs de « bourgeoise » ou d'« intellectuelle » qui sont à la base des attaques que subissent les féministes depuis la fin du XIX^e siècle et qui sont souvent reprises par leurs camarades militants gauchistes⁷⁵. Mais elles nourrissent aussi des attaques internes : les militantes féministes s'interpellent entre elles à ce sujet, les origines et appartenances de classe servant alors d'outils de légitimation ou de délégitimation des unes et des autres. Après un week-end de réflexion du mouvement grenoblois en 1976, le groupe des Femmes en lutte critique « la composition sociale des participantes », jugeant que « la majorité des femmes était très à l'aise dans leur peau de petites bourgeoises » [...], « bien trop à l'aise dans la société actuelle pour vouloir en changer »⁷⁶. Cette critique engendre une réponse d'un des groupes femmes dans laquelle elles se décrivent pour réfuter le portrait dressé par les Femmes en lutte :

[...] nous sommes 14 femmes âgées de 28 à 44 ans : 4 sont au chômage, 1 étudiante, 1 vacataire, les autres travaillent. À nous toutes, nous avons 17 enfants de 2 à 17 ans (et 4 d'entre elles s'en occupent seules)⁷⁷.

⁷⁴ Entretien avec Janine, réalisé le 20 février 2012 à Lyon. Voir également Lagrave 2010.

⁷⁵ Sandrine Garcia rappelle que « les militants d'extrême gauche ne sont pas d'origine sociale différente des militantes [...] Ce qui interfère sur le degré de bourgeoisie, c'est très souvent la justesse de la cause. Ce qui n'empêche pas qu'il y ait des différences effectives d'appartenance de classe mais ce n'est pas elle qui est au principe de l'insulte » (Garcia 1993 : 194).

⁷⁶ Document « Journée des femmes à Engins », Des femmes du groupes Femmes en lutte de Villeneuve, non daté [date supposée octobre 1976], Archives personnelles de militante.

⁷⁷ Document « Réponse aux Femmes en lutte », non daté [date supposée janvier 1977], Archives personnelles de militante.

À une autre occasion, ce sont d'autres militantes des groupes femmes grenoblois (non affiliées à une organisation politique ou à un courant) qui interpellent le groupe Psychanalyse et politique sur leurs professions au cours d'une journée entre femmes. Ce qui amène les femmes de Psychépo à réagir dans le bulletin suivant : « Constituer des groupes de femmes ne signifie-t-il pas reconnaître des formes d'oppression et des problèmes spécifiques aux femmes, quelle que soit leur catégorie socio-professionnelle ? »⁷⁸. Au-delà de la dimension d'anathème, c'est bien la question de savoir si toutes les femmes forment une communauté au-delà de leurs appartenances sociales qui est en jeu.

Le groupe des femmes est aussi traversé par les rapports sociaux de sexualité, la « question » du lesbianisme apparaissant progressivement et se construisant politiquement au sein du féminisme des années 1968⁷⁹. La formation de groupes de lesbiennes pose la question de l'hétérocentrisme du mouvement des femmes et des groupes femmes. En effet, si l'entre-femmes du MLF se révèle important dans l'affirmation d'une identité lesbienne, de nombreuses homosexuelles reprochent rapidement leur manque de solidarité à leurs compagnes de lutte hétérosexuelles et fondent des associations autonomes. L'une d'elles explique ainsi en 1979 que les lesbiennes sont « “acceptées” dans le Mouvement, mais de fait niées par cette pseudo acceptation qui consistait à parler de l'homosexualité une fois de temps en temps avec une distance prudente »⁸⁰. En novembre 1977, des groupes féministes lesbiens de Caen, Angers, Valence, Rennes, Tours, Lyon, Paris et Marseille se rencontrent et un journal, *Quand les femmes s'aiment...* est créé en 1978 par un collectif lyonnais. Les féministes lesbiennes interpellent ainsi leurs co-militantes hétérosexuelles, les appelant à se décentrer et à prendre en considération leurs vécus spécifiques :

Toutes les féministes essaient de dire aujourd'hui en plein soleil notre histoire escamotée par l'ombre des mecs. La nôtre ne passe pas, ne veut ni ne peut s'appuyer sur un semblant d'histoire que le patriarcat nous a

⁷⁸ *Bulletin de liaison des groupes de femmes de Grenoble*, n°1, novembre 1975, Archives personnelles de militante.

⁷⁹ Bard 2004 et Lesselier 1991.

⁸⁰ *Quand les femmes s'aiment...*, n°3-4, mars 1979.

laissé. Au groupe lesbiennes, pas de discussion sur le viol conjugal, la contraception, l'avortement. On a des points de vue différents⁸¹.

Ces interventions des groupes de lesbiennes brisent « l'unanimité fusionnelle »⁸² des femmes qui est symbolisée par la non-mixité et questionnent le caractère hétéro-centré du sujet politique du féminisme.

Enfin, l'homogénéité du groupe des femmes et l'unicité du sujet politique du féminisme mis en scène par la non-mixité sont aussi questionnées par les rapports sociaux de race et d'ethnicité qui, bien que moins présents et politisés que d'autres au cours des années 1968, donnent lieu à la formation de groupes particuliers (groupe femmes algériennes, coordination des femmes noires regroupant des femmes antillaises et africaines dès mai 1976, groupes femmes latino-américaines, etc.)⁸³. On observe ainsi que les « autres mixités » peuvent donner lieu à un nouveau séparatisme, entraînant d'autres pratiques de regroupement en non-mixité au-delà de l'entre-femmes.

L'échec de la non-mixité entre hommes

Les années 1968 voient également s'organiser des hommes qui entendent à la fois participer aux luttes féministes et essayer de répondre aux « demandes » des féministes, de comprendre leur « place » dans le mouvement, de « faire des actions de soutien de leur côté »⁸⁴ comme d'ailleurs les militantes les invitent régulièrement à le faire. Ils inventent alors une forme de militantisme féministe inédit (ou presque) : la non-mixité entre hommes.

La première initiative a lieu au tout début de la décennie, probablement au début de l'année 1972, par la constitution d'un groupe parfois appelé Mouvement de libération des hommes (MLH)⁸⁵ ou Groupe de libération des mecs⁸⁶. Il s'agit pour ces

⁸¹ Tract « Eh bien oui bonjour, on est lesbienne », non daté [date supposée 1977], Dossier Lyon 1976-2000, Pochette « Groupe de lesbiennes de Lyon et Centre des femmes de Lyon », Archives recherches et cultures lesbiennes (ARCL).

⁸² Bard 2004 : 114.

⁸³ Lesselier 2006, Châabane 2008 et Schieweck 2011.

⁸⁴ *Le torchon brûle*, n°3, non daté [début 1972].

⁸⁵ *L'antinorm*, n°2, février-mars 1973.

hommes de dénoncer la « virilité-carcen »⁸⁷ ou la « virilité obligatoire »⁸⁸, mais surtout de chercher à s'en émanciper par le partage des expériences. De ce point de vue, la forme du groupe de parole est vécue comme particulièrement adaptée puisqu'elle rompt avec les normes de genre délaissant l'action au profit des échanges personnels. La démarche du groupe témoigne ainsi de l'intériorisation de la critique féministe du patriarcat et de son langage : on peut par exemple remarquer le parallèle entre virilité obligatoire et maternité obligatoire ou encore l'utilisation de l'expression « chauvinisme mâle ». Il est également lié au MLF : des articles du groupe sont publiés dans le *Torchon brûle* et l'un d'eux renvoie au MLF/FMA pour prendre contact avec le groupe⁸⁹. Mais l'initiative, uniquement parisienne, rencontre un succès très limité : le groupe ne réunit qu'au plus une vingtaine d'hommes et disparaît en 1974.

Néanmoins, des initiatives similaires ré-émergent à la fin de la décennie 1970, dans un contexte où la généralisation de la non-mixité femmes laisse peu d'espace d'engagement aux hommes. En 1977, un premier groupe d'hommes, qui se présente comme un groupe de parole et affiche sa filiation féministe, est constitué à Paris. Rapidement, un collectif, dénommé « Pas rôle d'hommes »⁹⁰, est créé pour assurer la liaison entre les différents groupes qui apparaissent dans différentes villes de France. Le devenir de ces groupes est varié, mais au-delà de ceux qui ne parviennent pas à se stabiliser, on peut distinguer deux directions, chacune se heurtant à une impasse. Une première partie des militants va d'abord décider de franchir le pas de l'action, « faire plus »

⁸⁶ <http://mapage.noos.fr/anne.zelensky/mecs.htm#4> (consulté le 16 novembre 2008), Site personnel d'Anne Zelensky-Tristan, Tract, sans titre, non daté [autour de novembre 1974].

⁸⁷ *L'antinorm*, n°2, février-mars 1973.

⁸⁸ <http://mapage.noos.fr/anne.zelensky/mecs.htm#4> (consulté le 16 novembre 2008), Site personnel d'Anne Zelensky-Tristan, Tract, sans titre, non daté [autour de novembre 1974].

⁸⁹ *Le torchon brûle*, n°4, non daté [juin 1972]. FMA demeure plus généralement la structure légale qui permet au MLF, ou au moins à une partie, d'avoir notamment une boîte postale et un compte bancaire.

⁹⁰ *Types, Paroles d'hommes*, n°1, janvier 1981, p. 73.

que parler⁹¹. Mais pour ajuster adhésion au féminisme et soucis d'action, perçus pourtant comme antagonistes pour les hommes, les militants vont se tourner vers l'expérimentation de la contraception masculine. Ils fondent en octobre 1979 l'Association pour la recherche et le développement de la contraception masculine (ARDECOM), se donnant pour objectifs l'expérimentation, la diffusion et l'information⁹². Il s'agit par-là d'agir sur eux-mêmes, mais en publicisant cette action pour qu'elle ait des effets sur la société entière. Néanmoins, les quelques dizaines d'hommes engagés dans cette expérimentation cesseront leurs activités au milieu des années 1980. À côté d'ARDECOM, des groupes de parole entre hommes continuent d'exister. Ils sont cependant de plus en plus isolés des féministes, suspectés d'être « des ex-militants d'extrême gauche qui ne peuvent être en rade de la dernière mode subversive »⁹³ et contestés dans leur choix de la non-mixité :

[...] ce qui justifie notre non-mixité, c'est notre condition d'opprimées. [...] Il n'y a pas de symétrie à cela chez les bénéficiaires du patriarcat, même pourvus d'une conscience malheureuse. Qui pourrait imaginer, pour prendre une vieille analogie, un regroupement contre le racisme anti-noirs... réservé aux blancs ?⁹⁴.

À cet isolement s'ajoutent des dissensions qui apparaissent rapidement au sein des groupes entre ceux qui continuent à ancrer leur démarche dans un cadre féministe et ceux qui s'en émancipent progressivement, cherchant alors simplement à « aller mieux ». Dans ces conditions, les groupes d'hommes ne subsistent pas, sous leur forme initiale, au-delà du milieu des années 1980.

Au final, le choix de la non-mixité entre hommes, initialement pensé comme la forme adaptée de l'engagement féministe des hommes, se heurte donc à un obstacle : la déconnexion de plus en plus grande de ces groupes d'avec les mouvements féministes. Ces

⁹¹ *Contraception masculine*, n°1, février 1980, p. 5.

⁹² Archives du MFPPF, Associations, A 01 03, Statuts de ARDECOM. Sur l'histoire d'ARDECOM, et plus généralement de l'expérimentation de la contraception masculine au début des années 1980, voir Desjeux 2009 : 309-355.

⁹³ *La revue d'en face*, n°9-10, 1^{er} trimestre 1981, p. 28.

⁹⁴ *Ibid.*, p. 45.

expériences attestent cependant de la diffusion de la non-mixité comme norme politique et pratique privilégiée des féministes dans la seconde moitié des années 1970.

*

En reprenant le fil de la chronologie des événements et en portant attention à la diversité des mouvements féministes des années 1968, cet article invite donc à revisiter les présupposés sur la pratique de la non-mixité et de la mixité : la non-mixité, bien que présente dès les origines, n'en devient que progressivement un élément central. Au fil des années 1970, elle se construit comme une norme à l'intérieur des mouvements féministes, après une première phase incertaine et de nécessaire apprentissage. Si elle est rapidement théorisée comme un outil d'émancipation des femmes, ce n'est en effet que par des expériences pratiques que la séparation militante avec les hommes devient au long de la décennie une évidence non questionnée. C'est donc en observant la non-mixité féministe des années 1970 comme un processus plutôt que comme une donnée que l'on peut comprendre que la manifestation nationale du 6 octobre 1979 organisée pour la pérennisation de la loi Veil soit la première manifestation de rue non mixte. De ce point de vue, l'acclimatation progressive des groupes et militantes féministes à la pratique de la non-mixité connaît son achèvement dans la décennie suivante. En effet, à partir des années 1980, la non-mixité est perçue comme une « donnée fondamentale du Mouvement de libération des femmes »⁹⁵ sur lesquelles les militantes ne comptent pas revenir. La campagne publicitaire contre le viol, signée « mouvement de libération des femmes », en juin 1980, qui montre le visage d'un homme masqué par un texte déclarant « Cet homme est un violeur. Cet homme est un

⁹⁵ BNF, Recueil Groupes de femmes, 4-WZ-13312, Tract « À propos des états généraux mixtes sur les travail des femmes et les femmes dans le travail, qui auront lieu au mois d'avril... », signé « des femmes re-belles de la coordination des groupes femmes », non daté (début 1982).

homme »⁹⁶, témoigne de la certitude des militantes de l'impossible participation des hommes à la libération des femmes. Bien que critiquée par des militantes qui rejettent l'essentialisme que sous-tend le texte⁹⁷, cette affiche a d'abord pour fonction de souligner l'existence d'un rapport de pouvoir entre hommes et femmes auquel les individus ne peuvent se soustraire et donc de signifier la nécessité de la non-mixité, les hommes appartenant de manière inconditionnelle à la classe dominante. Durant les années 1980, la non-mixité devient alors le moyen pratique et symbolique d'inscrire les combats dans la continuité et de maintenir une identité collective féministe dans une période de reflux et de mise en veille des mobilisations féministes.

Bibliographie

- ACHIN Catherine & Delphine NAUDIER, 2009, « La libération par Tupperware ? », *CLIO. Femmes, Genre, Histoire*, 29, p. 131-140.
- BARD Christine, 1995, *Les Filles de Marianne. Histoire des féminismes : 1914-1940*, Paris, Fayard.
- , 1999, *Un Siècle d'antiféminisme*, Paris, Fayard.
- , 2004, « Le lesbianisme comme construction politique », in Éliane GUBIN, Catherine JACQUES, Florence ROCHEFORT, Brigitte STUDER, Françoise THIÉBAUD & Michelle ZANCARINI-FOURNEL (dir.), *Le Siècle des féminismes*, Paris, L'Atelier, p. 111-126.
- BERNHEIM Cathy, 2010, *Perturbation, ma sœur : naissance d'un mouvement de femmes 1970-1972*, Paris, Le Félin-Kiron.
- CHÂABANE Nadia, 2008, « Diversité des mouvements de 'femmes dans l'immigration' », *Les Cahiers du CEDREF*, 16, p. 231-250.
- CLEF, 1989, *Chronique d'une passion. Le Mouvement de libération des femmes à Lyon*, Paris, L'Harmattan.
- COLLIN Françoise, 1992, « Le féminisme : fin ou commencement de la mixité ? », in Claudine BAUDOUX & Claude ZAIDMAN (dir.), *Égalité entre les sexes : mixité et démocratie*, Paris, L'Harmattan, p. 249-260.

⁹⁶ CAF, Fonds MLAC, 10 AF 43, Affiche « Cet homme est un violeur. Cet homme est un homme », signé « Mouvement de libération des femmes », non daté (1980).

⁹⁷ La Gaffiche 1984 : 41.

- COMITÉ POUR LA LIBERTÉ DE L'AVORTEMENT ET DE LA CONTRACEPTION, 1973, *Libérons l'avortement*, Paris, Maspero.
- DELPHY Christine, 1998 [1977], « Nos amis et nous. Fondements cachés de quelques discours pseudo-féministes », in Christine DELPHY, *L'Ennemi principal*, 1 : *Économie politique du patriarcat*, Paris, Syllepse, p. 167-215.
- DESJEUX Cyril, 2009, « Pratiques, représentations et attentes masculines de contraceptions », thèse de Doctorat en sociologie, EHESS, Paris.
- FELDMAN Jacqueline, 2009, « De FMA au MLF. Un témoignage sur les débuts du mouvement de libération des femmes », *CLIO, Histoire, femmes et sociétés*, 29, p. 193-203.
- FOUGEYROLLAS-SCHWEBEL Dominique, 1997, « Le féminisme des années 1970 », in Christine FAURÉ (dir.), *Encyclopédie politique et historique des femmes*, Paris, Presses universitaires de France, p. 729-770.
- FHAR, 1971, *Rapport contre la normalité*, Paris, Éditions champ libre.
- GALLOT Fanny & Eve MEURET-CAMPFORT, 2015, « Des ouvrières en lutte dans l'après 1968 », *Politix*, 109, p. 21-43.
- GARCIA Sandrine, 1993, « Le féminisme, une révolution symbolique ? Étude des luttes symboliques autour de la condition féminine », thèse de doctorat en sociologie, EHESS, Paris.
- , 2005, « Expertise scientifique et capital militant. Le rôle des médecins dans la lutte pour la légalisation de l'avortement », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 158, p. 96-115.
- GIRARD Jacques, 1981, *Le Mouvement homosexuel en France 1945-1980*, Paris, Syros.
- GODARD Patricia & Lydie PORÉE, 2014, *Les Femmes s'en vont en lutte ! Histoire et mémoire du féminisme à Rennes (1965-1985)*, Rennes, Éditions Goater.
- IDIER Antoine, 2012, *Dissidance rose. Fragments de vies homosexuelles à Lyon dans les années 1970*, Lyon, Éditions Michel Chomarat.
- JACQUEMART Alban, 2015, *Les Hommes dans les mouvements féministes. Socio-histoire d'un engagement improbable*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.
- KANDEL Liliane, 1992, « La non-mixité comme métaphore », in Claudine BAUDOUX & Claude ZAIDMAN (dir.), *Égalité entre les sexes. Mixité et démocratie*, Paris, L'Harmattan, p. 237-248.
- KLEJMAN Laurence & Florence ROCHEFORT, 1989, *L'Égalité en marche : le féminisme sous la Troisième République*, Paris, Presses de la FNSP.
- LA GAFFICHE, 1984, *Les femmes s'affichent. Affiches du mouvement de libération des femmes en France depuis 1970*, Paris, Syros.

- LAGRAVE Rose-Marie, 1990, « Recherches féministes ou recherches sur les femmes ? », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 83, p. 27-39.
- , 2010, « Se ressaisir », *Genre, sexualité & société* [En ligne], 4. URL : <http://gss.revues.org/index1534.html>
- LECLERC Annie, 1974, *Parole de femme*, Paris, Grasset.
- LESSELIER Claudie, 1991, « Les regroupements de lesbiennes dans le mouvement féministe parisien : position et problèmes, 1970-1982 », in Groupes d'études féministes de l'université Paris 7, *Crise de la société, féministe et changement*, Paris, Éditions Tierce.
- , 2006, « Aux origines des mouvements de femmes de l'immigration », Communication au Colloque *Histoire, genre et migrations*, Paris.
- MARREL Élodie-Cécile, 1999, *Mémoires et histoire des féminismes (Angers, 1965-1985)*, Paris, Les Cahiers du centre fédéral.
- MARTEL Frédéric, 1996, *Le Rose et le noir. Les Homosexuels en France depuis 1968*, Paris, Le Seuil.
- MLAC ROUEN-CENTRE, 1975, *Vivre autrement dès maintenant*, Paris, Maspero.
- NAUDIER Delphine, 2001, « L'écriture-femme, une innovation esthétique emblématique », *Sociétés contemporaines*, 44, p. 57-73.
- OVERGAARD Tove, 1978, « La lutte des femmes à Grenoble, de 1968 à juin 1977 », mémoire de maîtrise de français, Romansk Institut, université de Copenhague.
- PAVARD Bibia, 2009, « Genre et militantisme dans la Mouvement pour la liberté de l'avortement et de la contraception. Pratique des avortements (1973-1979) », *CLIO. Histoire, femmes et sociétés*, 29, p. 79-96.
- , 2012a, « Du *Birth Control* au Planning familial (1955-1960) : un transfert militant », *Histoire@Politique*, 18, p. 162-178.
- , 2012b, *Si je veux, quand je veux. Contraception et avortement dans la société française (1956-1979)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.
- , 2012c, « Quand la pratique fait mouvement. La méthode Karman dans les mobilisations pour l'avortement libre et gratuit (1972-1975) », *Sociétés contemporaines*, 85, p. 43-63.
- PICQ Françoise, 1993, *Libération des femmes, les années-mouvement*, Paris, Le Seuil.
- , 2011, *Libération des femmes, quarante ans de mouvement*, Brest, Éditions-dialogues.
- PIPON Colette, 2014, *Et on tuera tous les affreux. Le Féminisme au risque de la misandrie (1970-1980)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.
- RAMEAU Pauline, 2010, « S'engager pour les droits des femmes. Approches genrées du féminisme de la deuxième vague ». *Dijon – Saint-Étienne*, Mémoire de Master 2 en histoire, université de Bourgogne.

- REYNAUD Emmanuèle, 1978, *D'autres problèmes sociaux, d'autres formes d'organisation politique, le cas de la santé*, Rapport pour le CNRS, Centre de sociologie des organisations.
- RUAULT Lucile, 2016, « La circulation transnationale du self-help féministe : acte 2 des luttes pour l'avortement libre ? », *Critique internationale*, 70, p. 37-54.
- SCHIEWECK Nicola, 2011, « L'articulation de la catégorie race et du racisme dans le mouvement féministe des années 1970 en France », mémoire de master 2 en sociologie, université Paris 8 Vincennes-Saint-Denis.
- STORTI Martine, 1988, « Ces dix années qui ébranlèrent le patriarcat », in *Le féminisme et ses enjeux. 27 femmes parlent*, Paris, Edilig, p. 183-214.
- ZANCARINI-FOURNEL Michelle, 2003a, « Histoire(s) du MLAC », *CLIO. Histoire, femmes et sociétés*, 18, p. 241-252.
- , 2003b, « Féministes et autogestion dans les années 1968 : théories, analyses et pratiques », in Frank GEORGI (dir.), *Autogestion, la dernière utopie ?*, Paris, Publications de la Sorbonne, p. 559-569.
- ZELENSKY-TRISTAN Anne, 2005, *Histoire de vivre. Mémoires d'une féministe*, Paris, Calmann-Lévy.